

Derek Burneys, les Brian Mulroneys et les autres—je cite ce nom dans un sens général, monsieur le Président, en faisant allusion au premier ministre—des Nord-Américains, des continentalistes, qui ont dominé notre conception économique, pas les internationalistes ni les multilatéralistes, pas ceux qui voulaient donner à notre pays la possibilité et la responsabilité d'essayer de remodeler, de refaire, de redéfinir et de contribuer à la réforme du système économique international.

Nous avons commis une erreur fondamentale. Nous nous sommes engagés dans la mauvaise voie et nous avons en conséquence déployé nos énergies dans la mauvaise direction. Nous en subissons maintenant les conséquences. Nous ignorons quelle sorte d'arrangement bizarre produiront les négociations le 5 octobre, mais nous savons que les espoirs et les attentes suscitées par cet accord de libre-échange nord-américain se sont dissipés en fumée. Ce ne sera ni la corne d'abondance économique promise, ni la solution à tous nos problèmes. On n'y trouvera pas de mécanisme de règlement des conflits. On ne nous y accordera pas le libre accès souhaité au marché américain. On n'y tiendra pas toutes les promesses qui nous ont été faites à son sujet. En fait, nous avons perdu trois ans à attendre, et cela ne nous a strictement rien rapporté.

Entre-temps, le climat économique international s'est détérioré. Nous avons renoncé à bon nombre de nos alliés et de nos amis. Nous avons sacrifié nos intérêts économiques. A titre d'exemple, la balance commerciale du Canada l'an dernier. Dans toutes les régions du monde, exception faite des États-Unis, le volume de nos échanges a considérablement diminué, parfois dans des proportions de 30 et de 40 p. 100. Cependant, le ministère des Affaires extérieures tronquait de 30 p. 100 le fonds d'expansion des exportations, fermait des ambassades et des consulats, et réduisait la promotion des exportations partout sauf aux États-Unis, ce qui fait que nous sommes davantage tributaire de ce pays, pour nos échanges commerciaux.

Nous sommes peu à peu revenus sur nos engagements internationaux. Nous avons négligé de prospecter de nouveaux débouchés commerciaux. La région des pays du Pacifique est celle qui connaît la croissance économique la plus rapide dans le monde. Or le Canada est le seul pays membre de l'OCDE dont la proportion des échanges commerciaux est la plus faible. Nous déployons très peu d'efforts pour reconquérir ce marché. Nos pertes sont lourdes.

En plus de tout cela, comme dans le cas de nombreux pays du tiers monde, les cours de nos denrées accusent des baisses très marquées. Sous certains rapports, nous avons beaucoup plus de choses en commun avec la Malaysia, l'Amérique latine et l'Asie qu'avec les États-Unis, puisque nos ventes de matières premières, de céréales, de produits forestiers et de minéraux représentent nos principales exportations. Ce sont ces marchandises qui ont le plus souffert des ravages suscités par un régime économique international tout en désordre.

Au lieu de nous appliquer et de chercher à conclure de nouveaux accords sur les matières premières, à stabiliser les prix, à obtenir l'accès aux marchés internationaux, nous dépensons

tout notre temps à négocier avec les États-Unis. Nous manquons de perspective. Nous n'avons pas atteint la cible. Il s'ensuit que le monde ne peut plus compter sur un pays qui dans le passé montrait la voie dans le domaine économique, un pays qui a cherché à obtenir un engagement et à susciter la confiance en un ordre économique international.

Le principal ingrédient qui fait défaut est peut-être cette voix dans les conseils internationaux qui essaierait de donner un nouveau sens à un accord analogue à celui de Bretton Woods. De toute évidence, la tâche sera plus compliquée et difficile qu'elle ne l'était en 1944. Il faudra, évidemment, y inclure un nombre beaucoup plus élevé de participants et une gamme beaucoup plus étendue et variée d'intérêts économiques.

Le monde n'appartient pas en propre à l'hémisphère occidental. Les pays de l'hémisphère occidental et de l'Europe ne peuvent plus régler l'allure et dominer le monde comme ils le faisaient jadis. Il y a un nombre croissant de participants influents dans le secteur économique et, par conséquent, les règles devront être modifiées. Ces règles ne seront pas toujours à notre goût. Il est temps de se rendre compte de la réalité. Il est temps de cesser de faire l'autruche et de chercher à faire des efforts pour réorganiser et réformer le régime international afin de l'adapter à cette réalité.

Le projet de loi en discussion est acceptable. Personne ne le conteste. Il répare un peu le système. Mais il ne change rien au fait qu'il exerce actuellement dans le système bancaire international une discrimination marquée à l'encontre des pays du tiers monde, spécialement quand ils déplaisent politiquement aux États-Unis. Si les États-Unis n'aiment pas les politiques d'un pays du tiers monde, ce pays n'obtiendra pas de prêt de la Banque internationale de développement. Cela c'est évident. C'est une chose que nous ne pouvons pas tolérer. Ce n'est pas ainsi que la légalité internationale doit fonctionner. Elle ne doit pas avoir de préjugés idéologiques. Ce n'est pas là la nouvelle réalité économique internationale dans laquelle nous nous trouvons. Mais nous n'y faisons rien.

Nous savons que l'incroyable faiblesse des marchés des matières premières accule beaucoup de pays du tiers monde à une situation de véritable désespoir. Encore une fois la voix du Canada s'est tue à cet égard. Nous ne plaçons pas comme il le faudrait dans l'arène internationale en faveur d'accords efficaces sur les matières premières. Nous adoptons encore une fois la position de notre ami idéologique du Sud, et il faut que tout passe par l'économie de marché. Celle-ci ne nous aide pas et elle ne l'aide pas. Il est temps de songer à la nécessité de formes d'accords qui assureraient cette stabilité-là.

Le système bancaire international ne s'occupe plus efficacement de l'endettement du tiers monde. Nous ne faisons que remettre les comptes à plus tard, peut-être pour l'espace d'une génération. Fait intéressant à relever, quand nous parlons d'ordre intérieur, de temps à autre nous entendons les députés conservateurs dire qu'il faut maîtriser la dette nationale parce que nous ne voulons pas que les générations futures soient écrasées.